

## La Politique gouvernementale de **prévention** en santé [PGPS]

### ANTIBIORÉSISTANCE : UNE LUTTE CONCERTÉE

L'antibiorésistance favorise ainsi l'apparition de « superbactéries » [...]. « On risque donc de voir apparaître de plus en plus de ces bactéries multirésistantes qui ne peuvent quasiment plus être traitées. »


Chaque année, la résistance aux antibiotiques, aussi nommée antibiorésistance, cause plus de 700 000 morts dans le monde<sup>i</sup>. Un nombre qui pourrait grimper jusqu'à 10 millions en 2050, dépassant ainsi le total des décès liés au cancer. Un enjeu de santé qui touche tant les humains que les animaux. Grâce au soutien de la Politique gouvernementale de prévention en santé [PGPS], différents acteurs ont pu intensifier leur collaboration afin de lutter contre ce phénomène qui n'épargne pas le Québec.

Alors que certaines bactéries sont naturellement résistantes aux antibiotiques, d'autres peuvent développer ou acquérir une résistance envers ces médicaments avec le temps. Une façon pour ces micro-organismes de s'adapter à leur environnement et de se protéger. C'est ce qu'on appelle l'antibiorésistance. Selon l'Organisation mondiale de la Santé [OMS], il s'agit d'un phénomène naturel, mais « le mauvais usage de ces médicaments chez l'homme et l'animal accélère le processus. »<sup>ii</sup> C'est le cas, par exemple, si l'on administre la mauvaise dose, si l'on prescrit le mauvais antibiotique ou si l'on ne termine pas son traitement.

L'antibiorésistance favorise ainsi l'apparition de « superbactéries », explique Juliette Martin, agente de planification, de programmation et de recherche au ministère de la Santé et des Services sociaux [MSSS]. « On risque donc de voir apparaître de plus en plus de ces bactéries multirésistantes qui ne peuvent quasiment plus être traitées. » Déjà, plusieurs infections comme la pneumonie, la tuberculose ou la salmonellose deviennent plus difficiles à soigner puisque « les antibiotiques utilisés pour les soigner [perdent] leur efficacité », précise l'OMS.

<sup>i</sup> Review on Antimicrobial Resistance, 2016  
[https://amr-review.org/sites/default/files/160525\\_Final%20paper\\_with%20cover.pdf](https://amr-review.org/sites/default/files/160525_Final%20paper_with%20cover.pdf)

<sup>ii</sup> Résistance aux antibiotiques, Organisation mondiale de la Santé  
<https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/antibiotic-resistance>



---

« Autrement dit, la santé des humains et des animaux est interreliée, explique-t-elle. C'est pourquoi nous n'avons pas le choix de lutter en concertation et d'aligner nos actions pour atteindre des cibles communes. »

L'organisation classe même l'antibiorésistance comme « l'une des plus graves menaces » pesant sur la santé mondiale. Un danger d'autant plus important que le potentiel de développement des agents infectieux est plus rapide que celui des antibiotiques. En effet, ces derniers peuvent nécessiter plusieurs années de recherche et de développement avant d'être commercialisés, précise Juliette Martin.

## UNIR SES FORCES

C'est pourquoi il faut miser sur une utilisation judicieuse des antibiotiques, et ce, tant chez les humains que chez les animaux. En effet, même si ce n'est pas toujours le cas, certaines bactéries peuvent se transmettre des animaux aux humains, ou l'inverse, explique Dre Lauriane Duplaix, vétérinaire et conseillère en antibiogouvernance au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Un risque qui augmente avec la proximité, que ce soit avec le bétail ou les animaux domestiques. « Autrement dit, la santé des humains et des animaux est interreliée, explique-t-elle. C'est pourquoi nous n'avons pas le choix de lutter en concertation et d'aligner nos actions pour atteindre des cibles communes. »

D'où l'importance de miser sur une approche intersectorielle, au cœur des fondements de la PGPS. Ainsi, la mesure 4.4 du premier plan d'action interministériel a permis de mettre la table pour « effectuer une gestion intégrée des antibiotiques afin d'en assurer l'utilisation judicieuse dans les secteurs de la santé humaine et de la santé animale. » Pour cela, un comité intersectoriel réunissant des experts du MSSS et du MAPAQ a été mis sur pied. Même si les travaux ont été ralentis par la crise sanitaire, les deux ministères ont « la volonté de poursuivre leurs efforts pour apprendre à mieux comprendre la réalité de l'autre et développer le réflexe de collaboration pour mettre en place des actions concertées », affirme Dre Lauriane Duplaix.

Une union qui a déjà porté ses fruits. En effet, les deux ministères ont sondé d'un côté la population, de l'autre les éleveurs et les propriétaires d'animaux domestiques, sur leurs connaissances, leurs perceptions et leurs comportements quant à l'antibiorésistance<sup>iii</sup>, explique Nadine Magali-Ufitinema, agente de planification, de programmation et de recherche au MSSS. « Savent-ils que cela existe? Est-ce qu'ils terminent toujours leurs traitements? Ces données nous permettront d'identifier les messages les plus efficaces pour une prochaine campagne de sensibilisation commune que nous souhaitons mettre sur pied avec le MAPAQ. »

Les résultats de ce sondage, publié en 2019, ont montré que les Québécois font une bonne utilisation des antibiotiques de façon générale. Par contre, les voyageurs sont plus enclins à arrêter leur traitement avant la fin, ce qui augmente les risques d'antibiorésistance. De plus, cette étude révèle que de nombreux Québécois ont tendance à minimiser les risques face à ce phénomène.

## MESURER POUR MIEUX AGIR

Grâce au soutien de la PGPS, le MAPAQ a aussi complété une étude de faisabilité pour créer un système de surveillance sur l'utilisation d'antibiotiques. En santé animale, ce système de surveillance permettra, à terme, une amélioration continue des pratiques des utilisateurs d'antibiotiques. « Mais pour cela, il faut avoir des données assez précises qui nous permettent de savoir quelle est l'utilisation réelle sur le terrain, dans les fermes », souligne Dre Lauriane Duplaix.

Unique au pays, ce système de monitoring permettra de présenter aux producteurs, aux associations d'éleveurs ainsi qu'aux vétérinaires un bilan de leur utilisation des antibiotiques. « Ils pourront ainsi identifier des axes d'amélioration », précise-t-elle. Des données qui seront utiles pour identifier des cibles de réduction de leur utilisation, pour déterminer les actions à mettre en place pour y arriver et en mesurer la progression.

## ACTIONS MULTIPLES ET CONCERTÉES

Dans l'éventualité d'un second plan d'action interministériel [PAI] de la PGPS, les deux ministères prévoient poursuivre leurs efforts communs pour mettre en œuvre des actions intégrées sur l'utilisation judicieuse des antibiotiques dans les secteurs de la santé humaine et de la santé animale.

Selon une récente étude menée dans les hôpitaux canadiens, il semblerait que l'utilisation d'antibiotiques ait beaucoup diminué pendant la pandémie. « En général, on a constaté qu'il y avait une baisse dans la transmission de maladies infectieuses et que les gens fréquentaient moins l'hôpital », affirme Juliette Martin. Elle souligne également qu'un second PAI de la PGPS permettra au MSSS d'appuyer une recherche sur l'utilisation faite des antibiotiques pendant cette période.

Enfin, une campagne de sensibilisation sur l'antibiorésistance sera mise sur pied. « Au siècle dernier, les antibiotiques ont permis énormément de progrès en santé, en plus de sauver beaucoup de vies », rappelle Nadine Magali-Uftinema. Il ne faut donc pas lésiner sur les efforts pour en conserver l'efficacité et les préserver le plus longtemps possible, poursuit-elle. Un enjeu de santé publique à ne pas négliger.

iii Étude sur les connaissances, attitudes et perceptions de la population québécoise sur l'utilisation des antibiotiques : 2019, INSPQ  
<https://www.inspq.qc.ca/publications/2690>